

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 29 JUIN 2015**

**Date de convocation :** 23 juin 2015

**Affiché le :** 3 juillet 2015

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 35

**Nombre de pouvoirs :** 21

**Nombre de votants :** 56

**Nombre d'absents excusés :** 7

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO Beaumes-de-Venise : 1 excusé et 1 pouvoir Beaumont-du-Ventoux : excusé Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Karine GUEZ - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Jean PAWLAK (suppléant de Michel JOUVE) Gigondas : excusé Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : excusé La Roque sur Pernes : pouvoir Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : pouvoir Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : André CAMBE a donné pouvoir à France MIRTO - Stéphane GAUBIAC a donné pouvoir à Joël BOTREAU - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Serge ANDRIEU a donné pouvoir à Francis ADOLPHE - Franck DUPAS a donné pouvoir à Jean-Alain MAZAS - Pauline DREANO a donné pouvoir à Yvette GUIOU - Jean-François SENAC a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Caroline BALAS a donné pouvoir à Karine GUEZ - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Hélène CABASSY - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Roselyne SULTANA a donné pouvoir à Aimé NAVELLO - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°82-15- Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°88-15- Joseph BERNHARDT a donné pouvoir à Gaby BEZERT à partir de la délibération n°91-15 - Hervé de LÉPINAU a donné pouvoir à Julien LANGARD, Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné pouvoir à Guy GIRARD (le pouvoir de Bernard BOSSAN à Christiane MARCHELLO-NIZIA devient caduc) et Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES à partir de la délibération n°108-15 - Michèle PLANTADIS a donné pouvoir à Gilles VÈVE et Jean-Marie GRAVIER a donné pouvoir à Gérard BORGIO à partir de la délibération n°110-15.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Bernard CHARRASSE - Agnès MOISSON - Francis JULLIEN - Gérard VILLON- Christian MEFFRE (suppléant d'Éric UGHETTO) à partir de la délibération n°91-15- Pouvoir de Bernard BOSSAN caduc.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Léopold MEYNAUD

**Délibération n°117-15**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique**

**Objet : Groupement de commande pour le développement d'un site portail mutualisé**

**Conseil de Communauté du 29 juin 2015**

**Délibération n°117 -15**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique**

**Objet : Groupement de commande pour le développement d'un site portail mutualisé**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 8 ;

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin et de la Commune de Carpentras de porter conjointement un projet de développement d'un site portail mutualisé.

Considérant la nécessité, pour les entités, de se constituer en groupement de commande pour la passation des marchés nécessaires à la réalisation du projet ;

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commande à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et la Commune de Carpentras, portant sur le développement d'un site portail mutualisé et qui sera mis à disposition de l'ensemble des communes de la CoVe.

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 :** D'APPROUVER le projet de convention constitutive d'un groupement de commande pour le développement d'un site portail mutualisé entre la CoVe et la Ville de Carpentras.

**Article 2 :** D'AUTORISER le Président à signer la convention et tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : – 6 JUIL. 2015

Publication par affichage le : – 3 JUIL. 2015

Exécutoire le : – 6 JUIL. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 06/07/2015*

# **CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE**

**Objet du groupement** : développement d'un site portail mutualisé.

Article 8 du Code des marchés publics

## Table des matières

<b>Article I. OBJET DE LA CONVENTION</b>	3
<b>Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT</b>	3
<b>Article III. NATURE DU GROUPEMENT</b>	3
<b>Article IV. LE COORDONNATEUR</b>	4
4.01 Désignation du coordonnateur	4
4.02 Missions du coordonnateur	4
<b>Article V. MEMBRES DU GROUPEMENT</b>	5
5.01 Obligations des membres du groupement	5
<b>Article VI. DEFINITION DES BESOINS</b>	6
<b>Article VII. DUREE</b>	6
<b>Article VIII. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS</b>	7
<b>Article IX. DISPOSITIONS FINANCIERES</b>	7
<b>Article X. RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR</b>	7
<b>Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT</b>	7
11.01 Adhésion au groupement	7
11.02 Sortie et dissolution du groupement	8
11.03 Résiliation	8
<b>Article XII. MODIFICATION</b>	8
<b>Article XIII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES</b>	8

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'économies d'échelle, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe) et la Commune de Carpentras ont souhaité se constituer un groupement de commande pour l'acquisition en commun d'un site portail mutualisé, lequel pourra ensuite être mis à disposition de chacune des 24 autres communes membres, gratuitement.

L'objectif est d'optimiser, mutualiser et renforcer l'information pour toutes les communes membres (25) tout en garantissant leur visibilité et leur identité propre.

Il s'agit d'un groupement de commande dit « d'intégration partielle » dans lequel le coordonnateur sera chargé, outre la procédure de passation, de signer le ou les marchés, de le ou les notifier, chacun des membres du groupement s'assurant ensuite de leur bonne exécution pour la partie qui le concerne.

À cet effet, ils ont décidé de conclure une convention constitutive du groupement.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **Article I. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commande entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe) et la Commune de Carpentras pour l'acquisition et le développement en commun d'un site portail mutualisé, lequel pourra ensuite être mis à disposition de chacune des 24 autres communes membres de la CoVe, gratuitement.

## **Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement sont :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)
- la Commune de Carpentras

Les assemblées délibérantes des membres ont approuvé :

- l'adhésion de leur personne morale au groupement de commande créé par la présente convention ;

- la présente convention par délibérations en date du :

29/06/2015 pour la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

..../..../.... pour la Commune de Carpentras

## **Article III. NATURE DU GROUPEMENT**

Le présent groupement est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées selon la formule intégrée partielle conformément aux dispositions de l'article 8 VII 1° du code des marchés publics.

En conséquence, le coordonnateur du groupement assure

- la coordination de la passation de la procédure,
- la signature du marché commun,
- la notification dudit marché,

Chaque membre du groupement exécute le marché pour son compte.

## **Article IV. LE COORDONNATEUR**

### **4.01 Désignation du coordonnateur**

La CoVe est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle est chargée, à ce titre, d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin, de la publicité, de signer et de notifier le(s) marché(s) ayant pour objet de répondre au besoin décrit à l'article 1 de la présente convention.

Le représentant du coordonnateur du présent groupement est : Monsieur le Président de la CoVe.

### **4.02 Missions du coordonnateur**

Dans le respect du code des marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes:

#### Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation :

- recenser et définir les besoins ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises, à partir des éléments fournis par les membres du groupement ;
- faire valider ces documents par les membres du groupement ;
- choisir et conduire la procédure de passation du marché ;
- publier l'avis d'appel public à la concurrence ;
- mettre le dossier de consultation des entreprises à disposition des candidats potentiels et organiser la dématérialisation de la procédure ;
- centraliser les questions éventuelles des candidats et diffuser les réponses à ces questions ;
- réceptionner les candidatures et les offres ;
- analyser les candidatures et les offres des fournisseurs soumissionnaires ;
- mener les négociations éventuelles avec les candidats ;
- organiser et animer la commission d'appel d'offres du groupement ;
- finaliser la procédure d'attribution du marché : vérification du respect des obligations fiscales et sociales de l'attributaire pressenti, information aux candidats non retenus.
- signer le marché au nom et pour le compte du groupement ;
- assurer sa transmission au contrôle de légalité si celle-ci est requise ;
- notifier les pièces du marché au candidat retenu.

Le coordonnateur transmettra aux membres du groupement un exemplaire des pièces du ou des marché(s).

#### Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative d'une part de l'exécution du ou des marchés publics :

- Procéder au suivi contractuel du ou des marchés à l'exclusion des commandes, du paiement des factures et de l'application des pénalités propres à chaque exécutant ;
- Instruire les avenants éventuels au(x) marché(s) intéressants l'ensemble des membres du groupement, les faire signer, et les notifier. À cet égard, il est précisé que le

coordonnateur est autorisé à signer les avenants aux marchés conclus par le groupement dont les dispositions concernent l'ensemble des membres du groupement ou ayant vocation à s'appliquer indistinctement à chaque membre du groupement. Le coordonnateur informe préalablement les membres du groupement du contenu de ces avenants.

Dans l'hypothèse où le contenu d'un avenant ne concerne qu'un des membres ou seulement certains d'entre eux, les membres du groupement concernés procèdent à la signature de ces avenants ;

- Gérer le précontentieux, le contentieux et éventuellement le règlement amiable des litiges intéressants l'ensemble des membres du groupement relatifs à l'exécution du ou des marché(s) ;
- Prononcer, le cas échéant, la résiliation du ou des marché(s).

#### Précisions sur les modalités d'exécution des marchés conclus par le groupement

Dans le cadre de l'exécution des marchés conclus par le groupement, la répartition des tâches est arrêtée de la manière suivante :

- Chaque membre du groupement rémunère le prestataire pour la part qui lui revient, au vu de la répartition financière arrêtée dans la présente convention.
- Chacun des membres assure pour ce qui le concerne l'admission des fournitures et le paiement des factures correspondantes. Il applique lui-même les pénalités éventuelles liées aux défauts d'exécution pour les commandes qui le concerne et en avise le coordonnateur.

### **Article V. MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commandes est constitué par les parties désignées à l'article II. Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commandes et sont signataires de la présente convention.

#### **5.01 Obligations des membres du groupement**

Chaque membre du groupement s'engage par son représentant à:

- participer à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation :
  - définir ses besoins propres et les transmettre au coordonnateur du Groupement, préalablement au lancement de la consultation
- prendre connaissance et valider les documents de la consultation dans les délais fixés par le coordonnateur :
  - ✕ Avis d'Appel Public à la Concurrence ;
  - ✕ Règlement de la Consultation (critères d'attribution) ;
  - ✕ Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières ;
  - ✕ Acte(s) d'Engagement(s)
  - ✕ Pièces financières.
- respecter le choix du ou des titulaires de marchés effectué par le groupement ;

- assurer la bonne exécution administrative, technique et financière du ou des marchés pour la partie qui les concerne (réalisation des commandes, paiement et application des pénalités éventuelles);
- assurer le paiement des prestations correspondantes ;
- informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du ou des marchés.

## **Article VI. DEFINITION DES BESOINS / REPARTITION FINANCIERE**

Chaque membre du groupement définira conjointement les besoins dans le cahier des charges du ou des marchés.

À titre indicatif, le montant des besoins peut être estimé comme suit :

Entité	Répartition financière de la dépense (€)
CoVe	20 000 € TTC
Commune de Carpentras	35 000 € TTC
Total	55 000 € TTC

Il est expressément prévu que le montant total du marché, connu après attribution, sera partagé entre les membres du groupement selon la répartition suivante :

Entité	Répartition financière de la dépense (€)
CoVe	36 %
Commune de Carpentras	64 %
Total	100 %

Les sommes seront versées directement par chaque membre au titulaire du marché.

## **Article VII. DUREE**

Le groupement de commande est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres, et transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire.

Il prendra fin après l'exécution complète du ou des marchés, objet du groupement, reconductions comprises, et ce jusqu'à la fin des missions du coordonnateur.

En cas de résiliation anticipée du marché conclu par le groupement pour quelque motif que ce soit, le groupement pourra procéder à la conclusion d'un nouveau marché répondant aux mêmes besoins, après accord écrit de chaque représentant des membres du groupement tel qu'il est constitué à ce moment. Le coordonnateur est autorisé à relancer la procédure nécessaire à la sélection du nouveau titulaire du ou des marché(s) concerné(s).



## **Article VIII. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

Le groupement de commande se constitue en application de l'article 8 du code des marchés publics.

La procédure de passation sera choisie en application des règles du Code des marchés publics applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Selon les besoins exprimés, il sera établi un ou des marchés regroupant les besoins des membres.

Le coordonnateur signera le(s) marché(s) au nom et pour le compte des membres du groupement et le(s) notifiera au titulaire.

## **Article IX. DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le coordonnateur n'est pas indemnisé par les membres des charges correspondant à ses fonctions.

Le coordonnateur prendra en charge tous les frais de reprographie, d'envoi et de publication occasionnés par la procédure de marché public.

## **Article X. RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Le coordonnateur est tenu d'une obligation de moyen et ne doit aucune indemnité aux parties contractantes en cas d'avortement des procédures lancées (procédure déclarée sans suite ou infructueuse).

De même, le coordonnateur ne doit aucune indemnité aux signataires de la convention en cas d'annulation, par le juge administratif, de(s) procédure(s) de mise en concurrence ou de(s) marché(s) conclus dans le cadre de la présente convention.

## **Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT**

### ***11.01 Adhésion au groupement***

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

L'adhésion d'un nouvel adhérent ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un avenant à la présente convention.

### **11.02 Sortie et dissolution du groupement**

Chaque membre pourra notifier aux autres membres du groupement, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa volonté de sortir du groupement.

Le membre qui décide de sortir du groupement restera lié par le marché public en cours d'exécution et ce jusqu'à la fin de celui-ci.

### **11.03 Résiliation**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord, par délibérations concordantes de l'ensemble des membres du groupement.

La disparition du groupement entraîne la résiliation des marchés conclus par celui-ci, sauf décision expresse contraire des membres du groupement.

La résiliation du marché est effectuée par le coordonnateur.

## **Article XII. MODIFICATION**

Toute modification à la présente convention constitutive fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des membres du groupement, sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Les délibérations des assemblées délibérantes ou les décisions des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement aura approuvé les modifications.

## **Article XIII. ACTIONS JURIDICTIONNELLES**

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Fait en 2 exemplaires.

À Carpentras, le

Membres du groupement	signature
Pour la CoVe	
Pour la Commune de Carpentras	